

## Le Canada et le Mexique dans le marché énergétique nord-américain

### Ou comment comparer des pommes et des oranges ?

Albert Legault\*

Dans ce court article, nous souhaitons comparer l'importance relative du Canada et du Mexique par rapport aux États-Unis, plus particulièrement dans le cadre du marché énergétique nord-américain. Dans l'ensemble, le Mexique ne peut être comparé au Canada, car, s'il l'est, nous sommes en présence de pommes et d'oranges. En effet, quels que soient les critères retenus, le Canada est de loin le partenaire énergétique le plus important pour les États-Unis. En outre, les deux États comparés ont des systèmes politiques différents, des régimes d'investissement divergents, ainsi que des perspectives asymétriques de développement dans le long terme.

#### Le contexte global

Le Mexique a une population trois fois plus nombreuse que la population canadienne, mais le Canada a une superficie 5 fois plus importante que le Mexique (voir tableau 1). Les PIB sont semblables ou à peu près, mais le revenu per capita est quasiment 4 fois plus élevé au Canada qu'au Mexique. Le PIB des États-Unis est presque 8 fois plus élevé que la somme des PIB mexicain et canadien. Sur le plan des pays exportateurs, les États-Unis viennent au premier rang, le Canada au septième rang, et le Mexique au quinzième rang (voir tableau 2).

Les États-Unis exportent 1,7 fois plus que le Canada et le Mexique combinés, et importent trois fois plus que la somme des marchandises importées par ses voisins du Sud et du Nord. Dans l'ensemble, les relations entre les trois partenaires sont

asymétriques. Toutefois, les pays qui composent l'ALÉNA constituent une part importante du commerce mondial. Ce sont les États-Unis et le Canada qui détiennent la palme en la matière, puisqu'ils accaparent respectivement 23,3 % et 20 % du commerce de l'ALÉNA (voir tableau 3). Le Mexique traîne derrière avec une part de 13 %. Sur le plan des exportations, la balance penche en faveur du Canada. Celui-ci exporte une fois et demi plus que le Mexique, mais les États-Unis exportent 57 fois plus au Canada qu'au Mexique, et 63 fois plus au Mexique que le Canada ne le fait avec le Mexique. Ceci explique en partie la position relativement libérale du Canada en matière de commerce, et les réticences mexicaines à s'engager plus avant dans le domaine de la libéralisation du commerce. Néanmoins, le Canada a une très faible longueur d'avance sur le Mexique en ce qui concerne les IDÉ (Investissements directs étrangers) : 27,4 milliards de dollars comparativement à 24,7 milliards pour le Mexique en l'an 2001 (Source: *World Development Indicators database*, August 2003). C'est donc dire que le Mexique n'est pas un partenaire négligé au sein de l'ALÉNA.

#### La situation énergétique

Avec un peu plus que 1 % des réserves mondiales de gaz, le Canada est le troisième plus important producteur -- 7,3 % de la production mondiale -- et le deuxième plus important exportateur de gaz du monde. Sur le plan du pétrole, le Canada fait aussi bonne figure, car avec 0,7 % des réserves mondiales,

\* Titulaire de la Chaire de recherche du Canada en relations internationales, Département de science politique, Université du Québec à Montréal. Membre de la Société royale du Canada et Membre de l'Ordre du Canada.

il se situe au neuvième rang des pays producteurs -- 3,8 % de la production mondiale --, et au quatorzième rang des pays exportateurs. Le Mexique, de son côté, est le 4<sup>e</sup> producteur mondial de pétrole, après l'Arabie Saoudite, la Russie et les États-Unis, mais le 14<sup>e</sup> producteur de gaz naturel, selon les statistiques de *British Petroleum Statistical Review of World Energy 2003*, pour l'année 2002. Ces chiffres rassurants doivent cependant être confrontés avec la réalité. Si l'on se fie aux statistiques de BP, le Canada, dans 9 ans, et le Mexique dans 10 ans, auront épuisé leurs réserves conventionnelles de pétrole. La situation n'est guère plus reluisante pour le gaz. Dans 9,3 années, le Canada aura épuisé ses réserves de gaz, et le Mexique, dans 7,1 ans., pour peu que ces deux pays continuent de produire gaz et pétrole au même rythme de production.

Le Mexique reste un important producteur de pétrole, mais il est quasiment absent du marché international gazier, encore que sa production soit loin d'être nulle, à savoir environ le cinquième de la production canadienne en 2002. En réalité, le Mexique produit plus de pétrole que le Canada : en 2002, 3,6 millions de barils par jour comparativement à 2,8 millions pour le Canada. Mais si l'on ajoute au brut les autres produits dérivés du pétrole (voir graphique 2), le Canada exporte davantage aux États-Unis (1,9 million de barils/j) que le Mexique (1,5 million de barils/j). Le marché du brut joue légèrement en faveur du Mexique pour la période 1994-2003. Les chiffres publiés par *Oil&Gas Journal* (Marilyn Radler, « US economy propels 2004 US energy demand », 24 January 2004) indiquent que pour l'année 2003, le Canada a exporté 1,48 million de barils/j aux États-Unis, comparativement à 1,56 million de b/j pour le Mexique (chiffres provisoires pour l'année 2003). Pour l'ensemble de la période 1994-2003, la moyenne annuelle des exportations de brut canadien vers les États-Unis s'établit à 1,37 million de b/j, comparativement à 1,43 b/j pour le Mexique. Ces chiffres incluent les importations destinées à la Réserve stratégique américaine. C'est donc dire que ces deux pays sont à peu près nez à nez en ce qui concerne les exportations de brut. Sur le plan gazier, les trois partenaires de l'ALÉNA (les États-Unis, le Canada et le Mexique) ont produit respectivement, en 2002, 19,3, 6,5 et 1,2 billions de pieds cubes de gaz (ou Tcf selon la mesure traditionnelle américaine). Le Mexique est un importateur net de gaz depuis les États-Unis, tandis que le Canada reste le principal pays fournisseur de gaz pour les États-Unis — 94 % de ses importations —, ce qui correspond à 16 % de la demande intérieure américaine. Selon la Canadian Petroleum

Association Producers (CAPP), les revenus estimés pour le Canada dans le secteurs gazier et pétrolier pour les années 2002 et 2003 se sont élevés à 16,3 et à 18 milliards de dollars canadiens.

Le Mexique dispose cependant d'un avantage indéniable en matière de pétrole, puisque ses gisements sont riches et nombreux. Une simple comparaison des puits de forage en activité pourrait donner à penser que le Canada se porte mieux que le Mexique, car le Canada, dispose d'un peu moins que de 54 000 puits en activité comparativement à un peu plus de 3 000 pour le Mexique (voir tableau 5). Ces chiffres sont cependant trompeurs. Car le Canada a besoin de 54 000 puits pour produire 2,2 millions de barils par jour, alors qu'avec un peu moins de 3 100 puits, le Mexique atteint une production de 3,2 millions de barils par jour. La production moyenne par puits n'est pas nécessairement un chiffre significatif, comme les statistiques traditionnelles sur le décompte des puits de forage le donnent à croire. Par exemple, la Norvège et la Grande-Bretagne ont des rapports de production moyenne par puits beaucoup plus élevés (Norvège, 3 812 b/j par puits; Grande-Bretagne 1 663 b/j par puits). Pour le Mexique, si les 192 puits de la zone de Cantarell sont retirés du bilan total mexicain, la moyenne mexicaine de production pétrolière par puits tombe à 460,6 b/j. Ce chiffre est dix fois plus élevé que la moyenne canadienne, mais se situe bien en deçà de la moyenne globale des pays producteurs exportateurs de pétrole (OPEP). Si l'on compare les 5 principales régions productives de pétrole pour les deux pays, il faut constater qu'à partir de 286 puits de pétrole, le Mexique assure les trois-quarts de sa production pétrolière annuelle, tandis que le Canada, avec près de 8 500 puits, n'assure qu'un peu plus que 25 % de sa production (voir tableau 6). Il y a là un avantage comparatif indéniable en faveur du Mexique.

Cet avantage est cependant compensé en partie par la capacité de raffinage du brut qui s'établit à 1,18 :1 en faveur du Canada (voir tableau 7). Quant au gaz, le Mexique et le Canada ne souffrent aucune comparaison. La capacité de gazéification des installations canadiennes est presque 10 fois plus élevée au Canada qu'au Mexique, et la production assurée moyenne de gaz est aussi 7 fois plus élevée qu'au Mexique. Si le Mexique, tout comme le Canada, est un grand producteur de pétrole, le Canada reste seul en tête lorsqu'il s'agit du gaz. En matière de raffineries et de pipelines, le Canada prévoit d'ajouter 6 nouvelles raffineries à son parc d'installation d'ici à la fin de 2007, en sus de l'agrandissement de l'usine de Syncrude Canada Ltd à

Ft. McMurray, en Alberta. Le Mexique, de son côté, a deux installations en construction (isomérisation), deux autres sont à l'état d'*engineering* et une cinquième est en chantier. (Voir *Worldwide Construction Update*, Refineries, Oil&Gas Journal). En matière de pipelines, le Canada a 7 gazoducs en construction, dont le plus important est le système de transport du gaz naturel depuis l'Alaska, en plus d'un pipeline pour le transport de produits pétroliers et d'un autre pour le transport du brut (depuis Athabasca Oil Sands vers Edmonton). Au Mexique, sont en construction un gazoduc, un pipeline pour le transport de produits pétroliers, et un pipeline pour le transport du brut — depuis Nuevo Teapa jusqu'à Cadereyta —. (Voir *Worldwide Construction*, Pipelines, *Oil&Gas Journal* (Surveys))

### Des régimes de développement énergétique différents

Les pays de l'ALÉNA ont tous trois développé des politiques de réglementation adéquates en ce qui a trait à l'environnement et à la protection des minorités vivant sur des terres fédérales dont le sous-sol contient des ressources fossiles. Le Canada et le Mexique ont aussi libéralisé leur commerce et accru leurs échanges dans le cadre d'une déréglementation progressive des marchés énergétiques. En matière de privatisation et de contrôle des investissements cependant, le Mexique continue de poser des conditions draconiennes au degré de contrôle de son industrie gazière et pétrolière. Il est vrai que Pemex (Petróleos Mexicanos) constitue la principale source de revenus pour le gouvernement mexicain, environ 37 % en 2002, d'une part<sup>1</sup>, et que l'article 27 de la Constitution mexicaine interdit l'octroi de concessions à des sociétés étrangères, d'autre part. Plusieurs réformes et amendements ont eu lieu sous la présidence de Carlos Salinas et de Vincente Fox, mais un jugement de la Cour suprême mexicaine de mai 2002 a considéré les réformes et amendements proposés dans le passé comme étant « nuls » et « anticonstitutionnels ». Cette décision laisse donc dans un vide juridique considérable la plupart des investissements étrangers antérieurs réalisés dans l'industrie pétrolière et gazière mexicaine. Le Congrès mexicain se penchera sans doute dans l'avenir sur les amendements nécessaires à apporter à

sa constitution, ce qui est déjà en partie fait dans le domaine de l'électricité, mais l'industrie pétrolière se heurte à la forte résistance des syndicats qui restent d'un soutien indispensable à la survie du gouvernement élu.

Pour l'instant, c'est à travers le financement étranger et des prises de participation dans les services pétroliers que le Canada joue ses cartes dans le cadre de l'ALÉNA. Par exemple, le grand gisement pétrolier de Cantarell a été développé grâce au savoir-faire technologique d'une société canadienne, Westcoast Energy Inc., depuis racheté par ABC Funds, tandis que Precision Drilling s'est vu octroyer un contrat de 270 millions de dollars en 2001 pour développer le gisement du Bassin Burgos. En outre, Exportation et Développement Canada (EDC) assume un rôle considérable en matière de gestion de risques et de société-conseil dans le domaine de l'investissement étranger. Au Canada, les investissements étrangers font l'objet d'une seule loi à portée générale, la loi Investissement Canada, adoptée en 1985. Hormis le secteur des communications et de quelques autres domaines, l'énergie ne fait pas l'objet de contraintes particulières. Au Mexique, la LIÉ (Loi sur les Investissements Etrangers) de décembre 1993 a fait passer le Mexique d'une législation protectionniste à un régime ouvert à l'investissement étranger, mais le secteur de l'énergie reste confiné aux investissements mexicains publics et privés. Selon l'article 5 de cette Loi, les secteurs dits « stratégiques », comme le pétrole et autres hydrocarbures, ainsi que l'électricité et les produits pétrochimiques de base, restent l'apanage exclusif de la nation mexicaine ou des intérêts publics ou privés de ce pays. Ces dispositions juridiques limitent l'étendue des investissements étrangers qui restent une source importante de développement du commerce international pour la plupart des pays qui entendent se prévaloir d'une plus grande croissance économique

Le chapitre relatif à l'investissement et aux services de l'Accord de libre échange signé entre l'Union européenne et le Mexique, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2001, a aussi permis d'harmoniser, surtout à travers des accords bilatéraux, l'ensemble des conditions régissant les investissements étrangers au Mexique. L'ALÉNA et l'UE disposent désormais de conditions d'investissement analogues ou comparables, donc d'une mise à niveau qui encourage la concurrence et la compétition. De son côté, le Canada songe à se départir, au courant de l'été 2004, de ses intérêts dans l'une des dernières sociétés qu'il contrôle, Petro-Canada. La privatisation de cette

<sup>1</sup> En 2002, Pemex a généré des revenus de 28,5 milliards de dollars US pour le gouvernement mexicain. La dette à long terme de cette société est désormais de 58,7 milliards de dollars, en sus de la dette nationale mexicaine évaluée à 76 milliards de dollars. Voir John Moody, « Mexico's New Energy Chief Faces Entrenched Monopoly », *The New York Times*, 10 octobre 2003.

société pourrait rapporter au gouvernement actuel près de 3 milliards de dollars canadiens.

### **Perspectives de développement jusqu'en 2010**

À la fin de l'année 2001, le gouvernement mexicain a publié son Plan d'énergie nationale 2000-2006. On y prévoit des investissements de l'ordre de 120 milliards de dollars US dans le domaine de l'énergie. Quarante pour cent de cette somme sont destinés à l'exploration et au développement. Les objectifs mexicains sont évidemment d'assurer dans le long terme l'autonomie financière de Pemex qui dépend toujours pour son développement des fonds votés par le Congrès mexicain, mais aussi de hausser sa production pétrolière jusqu'à la barre de 4 millions de barils par jour, et sa production gazière jusqu'à un seuil de 8,7 millions de pieds cubes par jour<sup>2</sup>. Ces projets restent ambitieux, dans le domaine gazier surtout, d'autant que la demande en gaz pour l'année 2012 est évaluée à environ 9,39 milliards de pieds cubes par jour<sup>3</sup>. La croissance gazière de ce pays est d'autant plus nécessaire que la plupart des nouvelles centrales électriques seront alimentées à partir du gaz. Le secteur électrique restera donc le principal demandeur en gaz (45 %), bien avant le secteur industriel. Cependant, le Mexique compte sur le GNL (gaz naturel liquéfié) pour s'affranchir de ses importations et plusieurs installations de gazéification sont prévues, notamment à Ensenada, Manzanillo et Cardenas, et à Altamira. Tout dépendra donc de l'avenir du GNL et des investissements étrangers qui pourront y être effectués. La vague d'opposition à ces projets aux États-Unis, plus particulièrement en Californie et sur la côte Est, pourrait faciliter l'accélération de ces développements au Mexique. En outre, le secteur de Baja California est à proximité du marché américain.

<sup>2</sup> Voir le rapport de Daniela Tonegatti, « The Energy sector in Mexico : Market Review and Opportunities », Trade Partners UK, avril 1993, p. 22. Selon le sous-secrétaire adjoint pour la politique énergétique, Armando Jiménez San Vicente, la demande mexicaine de gaz naturel, sans la portion nécessaire à la production pétrolière mexicaine, s'établira, en 2011, à 6,4 millions de pieds cubes par jour. Voir « Policies and Natural Gas Forecast for Mexico 2000-2011 », San Antonio, Texas, novembre 2002. De 2002 à 2011, la demande en gaz naturel croîtra à un taux de 10,2 % par année, tandis que celle pour le secteur électrique croîtra à un taux de 12,6 % par année.

<sup>3</sup> DOE, Country Analysis Brief, March 2004. Pour ses prévisions, le DOE cite ici un rapport (Prospectiva del Mercado de Gas Natural 2003-2012) du Secrétariat de l'Énergie (SENER — La Secretaría de Energía).

Il existe néanmoins une dizaine d'interconnexions gazières entre le Mexique et les États-Unis, ayant une capacité de 1,3 milliard de pieds cubes par jour (1,3 Bcf/D). On prévoit de doubler cette capacité d'ici à 2006, grâce à l'amélioration de quatre réseaux et à la construction de trois nouvelles interconnexions. On allégera de la sorte le déficit gazier mexicain, mais en 2011, le déficit gazier sera toujours d'environ 1,5 ou 1,6 million de pieds cubes par jour. Pour l'instant, la priorité stratégique gazière du Mexique porte sur les quatre éléments suivants : 1) le développement et l'approfondissement de contrats multi-services passés avec des sociétés étrangères ; 2) la diversification de ses sources d'approvisionnement grâce au GNL ; 3) l'amélioration de sa capacité de stockage du gaz et de ses réseaux de distribution ; et 4) la diminution du volume des gaz torchés, faute de pouvoir les récupérer ou les utiliser immédiatement pour une production pétrolière renforcée.

Au Canada, comme l'indique le graphique 4, la production de pétrole conventionnel est en diminution constante, mais cette perte est largement compensée par la production de pétrole à partir des sables bitumineux. La production pétrolière canadienne devrait donc se situer en 2010 aux alentours de 3,2 ou 3,3 millions de barils par jour, soit un peu plus que la production mexicaine d'aujourd'hui. En matière de gaz, les prévisions du CERI (Canadian Energy Research Institute) s'étendent jusqu'en 2025 (voir graphique 4). Un pic de production d'environ 8,2 billions de pieds cubes par année (8,2 Tcf/yr) devrait être atteint vers 2015, après quoi la production canadienne devrait progressivement se stabiliser entre 6 et 7 billions de pieds cubes par année (6 et 7 Tcf/yr). En outre, les investissements en matière d'exploration et de production gazière et pétrolière au Canada, se situent depuis plusieurs années autour de 25 ou de 27 milliards de dollars par année et devraient se poursuivre au même rythme dans les années à venir.

L'importance relative du Canada et du Mexique est donc semblable sur le plan pétrolier, mais reste inégale sur le plan gazier, du fait de la dépendance accrue du Mexique à l'endroit du gaz américain, ce qui n'est pas le cas pour le Canada, même si sa demande intérieure s'accroît. Par ailleurs, une chute brutale des prix du brut avantagerait nécessairement le Mexique dont les coûts de production par baril sont de loin inférieurs aux coûts de production canadiens. En revanche, le Canada dispose de ressources très importantes du fait de ses sables bitumineux. Il peut donc se permettre de voir venir, avec l'assurance que dans 25 ans il disposera encore de pétrole

économiquement exploitable, alors que la situation sera beaucoup plus délicate pour le Mexique, si jamais ses réserves s'épuiseraient plus vite que prévu.

### **Conclusion**

Il est donc tout à la fois simple et difficile de comparer l'importance relative du Canada et du Mexique dans le marché énergétique nord-américain. Pour les États-Unis, le Canada est et restera un partenaire économique plus fiable et plus flexible en matière d'investissements. En outre, les perspectives à long terme sont meilleures pour le Canada que pour le Mexique, tant sur le plan gazier que pétrolier, pour peu que les zones pionnières canadiennes connaissent un plus grand développement. À la fin de la première décennie 2000, le Canada sera toujours un exportateur net d'énergie gazière, tandis que le Mexique sera encore dépendant des États-Unis ou d'ailleurs pour répondre aux besoins de sa demande intérieure.

Une déclaration du président Bush, lors de sa première rencontre officielle avec le premier ministre Chrétien de l'époque, a été de dire : «We have a market down here !» Le Canada a depuis longtemps saisi ce message. La situation entre les deux pays est cependant tellement différente que le seul lien commun entre les pommes et les oranges reste l'unité du fruit. Les États-Unis ont peut-être l'intention de consommer l'un et l'autre à la fois, mais il faut se rendre à l'évidence : les deux fruits ne peuvent être consommés de la même manière. On croque dans une pomme et on pèle une orange, ce qui implique des discussions plus approfondies en matière de politique énergétique à long terme, tout à la fois entre le Canada et les États-Unis, et entre ces derniers et le Mexique. Le NAEWG (North American Energy Working Group), créé au printemps 2001, n'a donné jusqu'à maintenant que des résultats mitigés et s'est plutôt limité à des échanges d'information. Ce qui prouve que les questions d'énergie relèvent essentiellement des doubles relations bilatérales que les pays du Nord et du Sud entretiennent avec les États-Unis, plutôt que d'un véritable partenariat trilatéral.

Tableau 1

## Données marco-économiques (2002)

	Population en millions (2002)	Superficie en millions de km <sup>2</sup>	PIB (méthode Atlas) en mille milliards de dollars US (2002)	PNB/per capita en millions de dollars US (2002)	Exportations de biens et services en pourcentage du PIB (2001)
États-Unis	288.4	9.6	10.4	35,060	11.1 %
Canada	31.4	10	0.7157	22,300	43.8 %
Mexique	100.9	2	0.6372	5,910	27.3 %
Ratio Can./Mexique	0.3:1	5:1	1.1:1	3.8:1	1.6:1

Source: World Bank, Data & Statistics; *World Development Indicators database*, Aug. 2003.

Note : Les données sont en dollars US 2000, à l'exception des chiffres pour les exportations de biens et services qui sont en dollars 2001. Les chiffres pour les exportations de biens et de services en pourcentage du PIB valent pour l'année 1998, pour les États-Unis seulement.

Tableau 2

## Commerce global (2002)

En milliards de dollars US

	Exportations	Rang	Importations
États-Unis	693.9	1	1,202.4
Canada	252.4	7	227.5
Mexique	160.7	15	173.1
Ratio Can./Mexique	1.6:1		1.3:1

Source: (a) World Trade Organization, *International Trade Statistics 2003*, Table 1.5, Leading exporters and importers in world merchandise trade, 2002.

Tableau 3

## Commerce NAFTA : Exportations (2002)

En milliards de dollars US

Pays d'origine	Vers les États-Unis	Vers le Canada	Vers le Mexique	NAFTA (3)	Tous les autres	Monde
États-Unis	—	160,8	97,5	258,3	435,5	693,9
Canada	220,11	—	1,54	221,6	30,7	252,4
Mexique	143,2	2,8	—	146,0	14,7	160,7
Total				625,9	481	1106,9
				Part des É.-U. 23,3 %		
	Ratio CDA/Mexique 1,5:1	Ratio É.-U./ Mexique 57,4:1	Ratio É.U./ Canada 63,3:1	Part du Canada 20,0 %		
				Part du Mexique 13,2 %		

Source: World Trade Organization, *International Trade Statistics 2003*, Table III.17, Merchandise exports of NAFTA countries by destination (1999-2002).

**Tableau 4****Réserves canadiennes et mexicaines  
de gaz et pétrole**estimées au 1<sup>er</sup> janvier 2004

	<b>Réserves de gaz</b>	<b>Réserves de pétrole</b>
<b>Canada</b>	59,1 Tcf	178,9 milliards de barils (inclut les sables bitumineux)
<b>Mexique</b>	14,9 Tcf	15,7 milliards de barils
<b>Ratio Canada/Mexique</b>	3,97:1	11,39:1

Source: Worldwide Look at Reserves and Production, *Oil & Gas Journal* (data base).**Tableau 5****Pétrole****Nombre de puits actifs et production moyenne par puits**

au 31 décembre 2002

	<b>Nombre de puits actifs de pétrole</b>	<b>Production en milliers b/j</b>	<b>Ratio Production journalière/Nombre de puits</b>
<b>Canada</b>	53 392	2 212,9	41,45:1
<b>Mexique</b>	3 070	3 177,0	1 094,85:1
<b>Total É.-U.</b>	524 227	5 746,0	10,96:1
<b>Total Monde</b>	830 689	65 426,3	78,76:1
<b>Total Hémisphère occidentale</b>	641 990	16 966,5	26,43:1
<b>Total pays exportateurs de pétrole</b>	3,062,400	24,436	666,19:1

Source: Worldwide Look at Reserves and Production, *Oil & Gas Journal* (data base).

Note : N'inclut pas les puits fermés, les puits d'injection ou les puits de service.

**Tableau 6**  
**Comparaison Canada/Mexique: 2002**  
**Pétrole**  
**Les 5 plus importantes régions de production**  
**Nombre de puits actifs de pétrole et production moyenne en b/j**  
 (n'inclut pas les sables bitumineux)

	Nombre de puits	Production moyenne en b/j selon les bassins de production	Pourcentage de la production moyenne des bassins par rapport à l'ensemble de la production
<b>Canada</b>			
<b>Côte Est</b>			
Hibernia (1979)	17	180 542	12 %
Terra Nova (1984)	7	105 444	7 %
<b>Région Ouest (Alberta)</b>			
Provost (1946)	3 850	48 864	3,2 %
Pembina (1953)	3 648	40 230	2,7 %
<b>Saskatchewan</b>			
Weyburn (1955)	962	26 530	1,7 %
<b>Total</b>	<b>8 484</b>	<b>401 610</b>	<b>26,6 %</b>
<b>Mexique</b>			
<b>Région maritime Nord-Est</b>			
Cantarell (1976)	192	1 851 456	58,3 %
Ku (1979)	28	241 652	7,6 %
<b>Région Sud-Ouest</b>			
Caan (1985)	24	132 778	4,2 %
Chuc (1982)	15	107 167	3,4 %
<b>Région Sud</b>			
Jujo (1980)	27	55 644	1,8 %
<b>Total</b>	<b>286</b>	<b>2 388 697</b>	<b>75,3 %</b>

Source: Worldwide Production, *Oil & Gas Journal* (data base).

Tableau 7

**Capacité de gazéification et de raffinage de brut**  
au 1<sup>er</sup> janvier 2003, sauf mention contraire

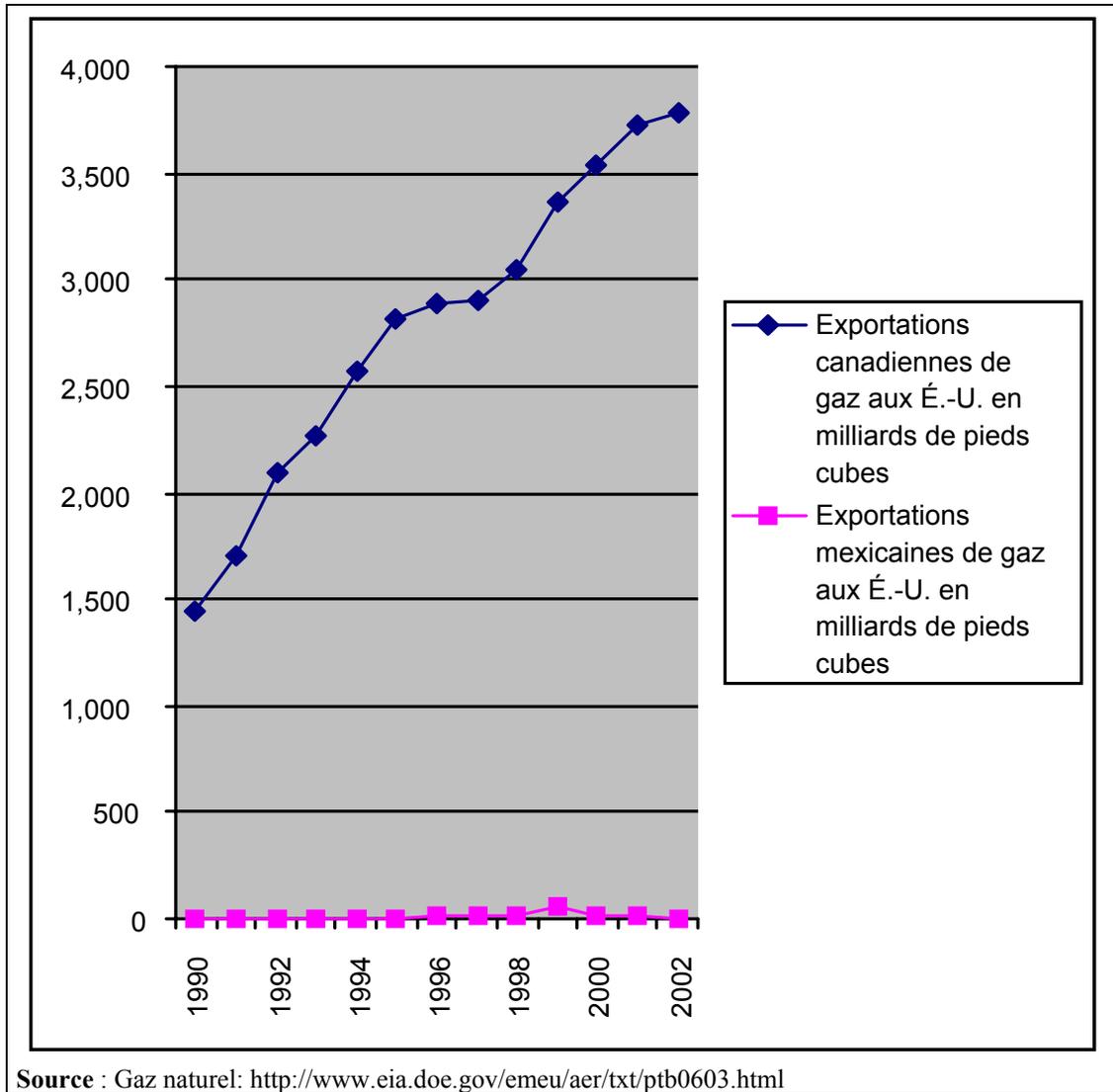
	<b>Capacité de gazéification en millions de pieds cubes/j (MMcfd)</b>	<b>Volume annuel moyen de gaz produit en millions de pieds cubes/j (MMcfd)</b>	<b>Capacité de raffinage de brut en b/jo au premier janvier 2004</b>
<b>Canada</b>	48 926,2	27 758,6	1,987,850 b/jo
<b>Mexique</b>	4 954	3 963,2	1,684,000 b/jo
<b>Ratio Canada/Mexique</b>	<b>9,8 :1</b>	<b>7 :1</b>	<b>1,18 :1</b>

**Note :** Les usines de transformation de gaz incluent la fabrication de propane, de butane, d'isobutane, de LPG (liquified petroleum gas —gaz de pétrole liquéfié), etc. Au Canada, plus de 90 % des usines de fabrication de gaz se situent en Alberta. Les données sont basées sur la moyenne de production journalière (par jour ouvrable/calendar day) et ne correspondent pas nécessairement aux statistiques gouvernementales.

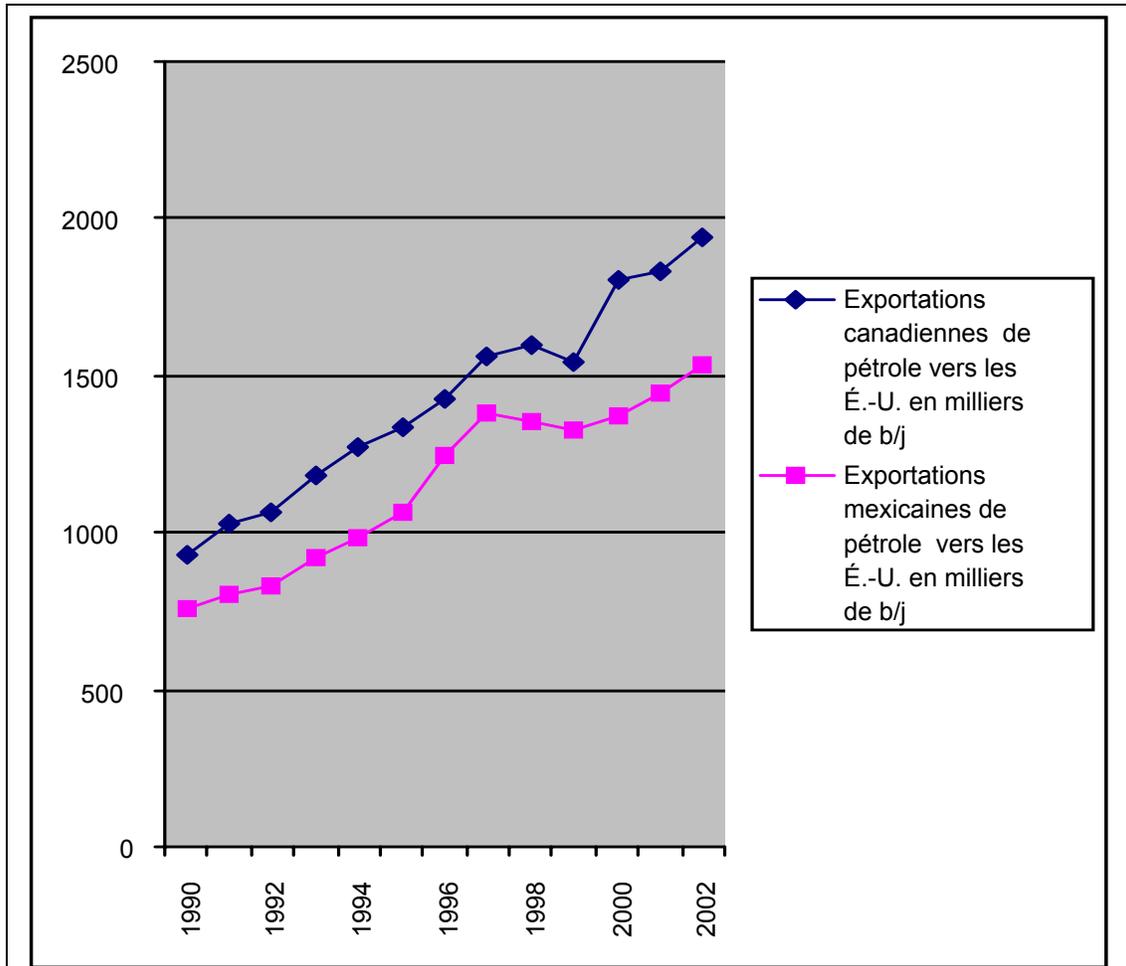
**Source :** World Gas Processing, *Oil and Gas Journal* (data base, Jennie Stell, dir.)

La capacité de traitement est exprimée en baril par jour ouvrable — b/jo — qui correspond au nombre de barils de brut raffinés, divisé par le nombre de jours en opération des raffineries.

**Graphique 1**  
**Exportations canadiennes et mexicaines**  
**de gaz aux États-Unis**

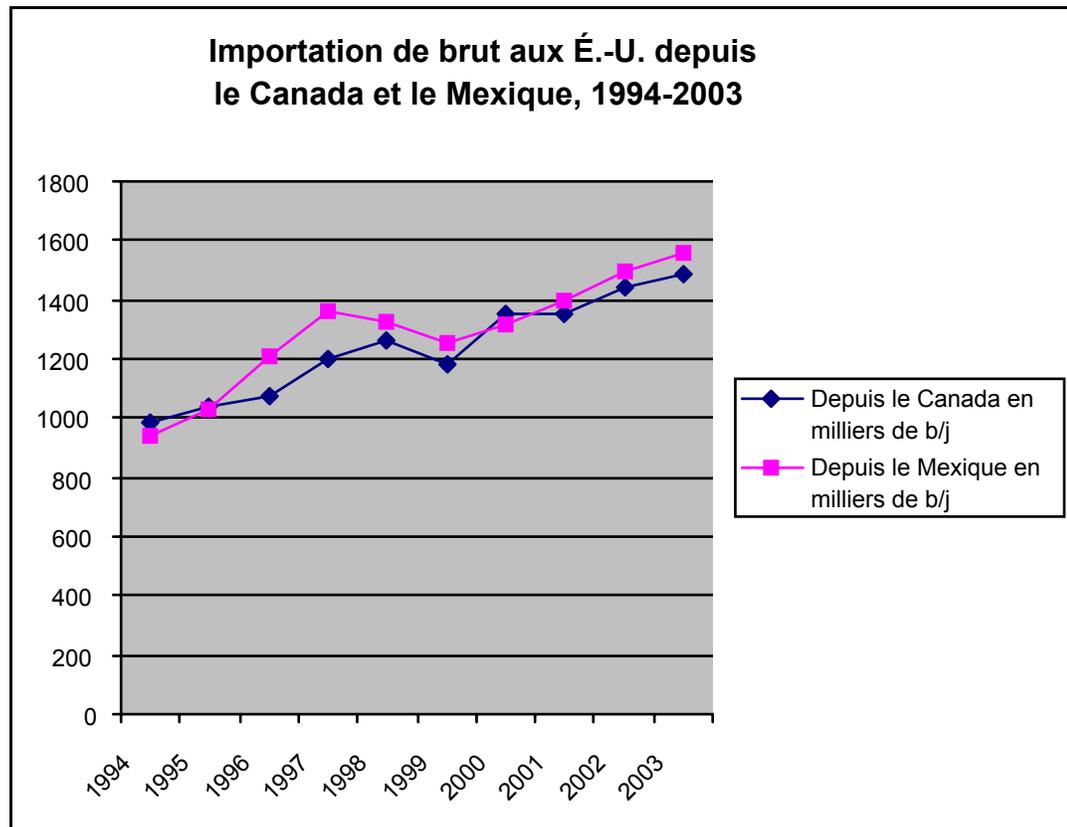


**Graphique 2**  
**Exportations canadiennes et mexicaines**  
**(pétrole brut et produits pétroliers) aux États-Unis**



Source : Pétrole : <http://www.eia.doe.gov/emeu/aer/txt/ptb0504.html>

Graphique 3

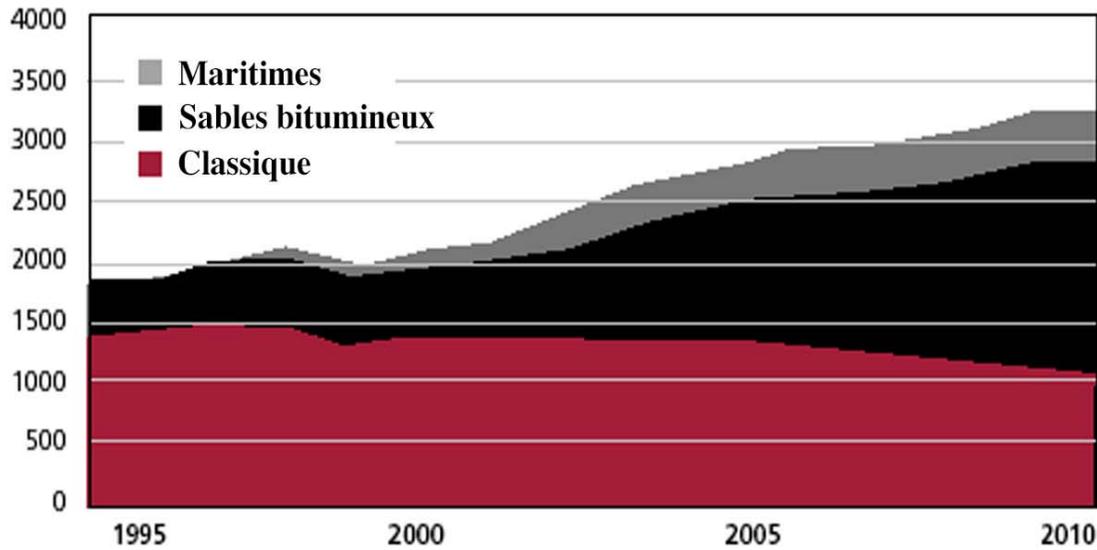


**Source :** Marilyn Radler, « US economy propels 2004 US energy demand », *Oil&Gas Journal*, 26 January 2004, p. 40. Les données incluent les importations destinées à la Réserve stratégique américaine. Les données pour l'année 2003 sont provisoires.

Graphique 4

### Prévisions de la production de pétrole

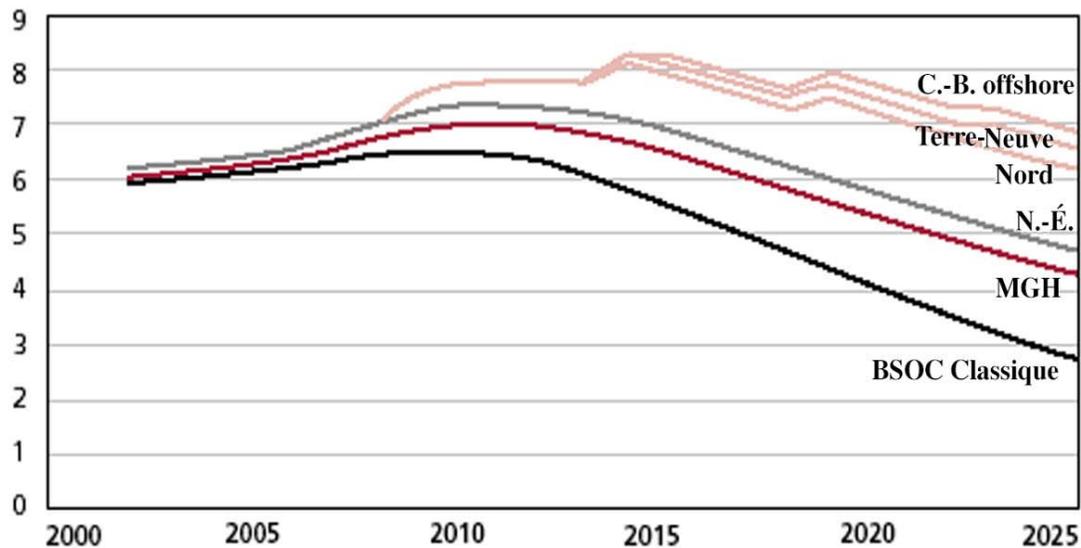
(milliers de barils/jour)



Source : Association canadienne des producteurs de pétrole

### Capacité de production de gaz naturel

(billions de pi<sup>3</sup>/année)



Source : CERI (Calgary Energy Research Institute)